

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/IG/W/19**

27 mai 1999

(99-2136)

**Comité des pratiques antidumping  
Groupe informel sur l'anticonournement**

Original: anglais

## **THÈME 1 – QU'EST-CE QUE LE CONTOURNEMENT?**

### Réponses aux questions posées par les ÉTATS-UNIS<sup>1</sup> au JAPON

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 avril 1999.

#### Exemple du nickel

#### Question 1

**Si l'examen complet des faits montrait que le nouvel alliage était un produit de remplacement parfait du nickel pur à 99 pour cent, serait-on davantage en droit de dire que le nouvel alliage était un moyen de tourner l'ordonnance?**

#### Réponse

Le fait que deux produits, l'un assujéti à des droits antidumping et l'autre non assujéti à des droits antidumping, sont interchangeable n'a pas grand-chose à voir avec la question de savoir si le produit remplacé subit ou non un dommage du fait du dumping. Prenons le cas de l'acier. La catégorie des aciers laminés plats de dimensions, de processus chimiques et de procédés de transformations. Ils sont classés en fonction de l'épaisseur, de la nature chimique (aciers au carbone, aciers alliés, aciers inoxydables, etc.) et du procédé de transformation (laminés à chaud, laminés à froid, zingués, etc.). Dans les limites de ce continuum, certains produits appartenant à une catégorie donnée peuvent éventuellement remplacer des produits compris dans une catégorie différente, du moins pour certains usages. Toutefois, si le contournement signifiait que le dumping dommageable se poursuit sous la forme d'importations d'un produit de remplacement échappant aux droits antidumping, il faut qu'il y ait un lien direct et parfait entre le nouveau produit et l'existence du dumping et du dommage. Même si le nouvel alliage est un produit de remplacement parfait du nickel à 99 pour cent, ce qui est presque impossible à vérifier, cette hypothèse ne prouve pas que le dumping (c'est-à-dire l'exportation à une valeur inférieure à la normale) ou le dommage qui en résulte existent bien pour ce nouvel alliage.

#### Question 2

**Serait-on davantage fondé à considérer qu'il y a contournement si le nouvel alliage était vendu aux mêmes clients qu'avant la publication de l'ordonnance, sous couvert des mêmes**

---

<sup>1</sup> G/ADP/IG/W/16.

**contrats et au même prix, et que les clients avaient adopté le produit de remplacement parce que la modification de la composition du métal était infime?**

Réponse

La vraie question ici est celle de savoir dans quelle mesure nous pouvons déterminer l'existence d'un dumping et d'un dommage sans procéder à l'enquête approfondie que demande l'Accord antidumping. Ici, les États-Unis ont élargi l'hypothèse de manière à inclure une enquête apparente sur le prix d'exportation du nouvel alliage. Mais d'autres hypothèses doivent encore être formulées si l'on veut déterminer qu'il y a dumping et dommage. Par exemple, le nouvel alliage est-il vendu dans le pays exportateur et, si oui, à quel prix? Y a-t-il dans le pays importateur des producteurs qui fabriquent le nouvel alliage mais ne fabriquent pas le produit assujéti à des droits antidumping? Existe-t-il pour le nouvel alliage d'autres utilisations et des conditions de concurrence différentes influant sur le prix? Ces interrogations et bien d'autres encore soulèvent la question de savoir si le nouvel alliage fait l'objet d'un dumping et s'il cause un dommage à une branche de production nationale produisant le nouvel alliage. L'hypothèse formulée par les États-Unis n'aborde pas ces questions. Elle démontre par conséquent qu'une enquête approfondie portant sur le nouvel alliage est nécessaire pour conclure que les conditions nécessaires à la constatation du dumping et du dommage sont bien réunies.

Question 3

**Aurait-on davantage de raisons de considérer qu'il y a contournement si, au lieu d'ajouter 0,5 pour cent d'argent au nickel, le producteur y ajoutait 0,5 pour cent d'acier, ce qui diminuerait la valeur du nouvel alliage et le rendrait inutilisable à d'autres fins que la fabrication d'acier inoxydable?**

Réponse

Si le nouvel alliage contenant 0,5 pour cent d'acier n'est pas assujéti à des droits antidumping, on peut présumer qu'il s'agit d'un produit différent de celui qui est assujéti aux droits et qu'il ne présente pas les conditions nécessaires à la constatation du dumping ou du dommage. L'existence du contournement doit avoir un lien direct et parfait avec l'existence du dumping et du dommage. Si le nouvel alliage est exporté au-dessous de la valeur normale et cause un dommage à la branche de production nationale qui fabrique le même produit, il pourrait être assujéti aux droits antidumping. Toutefois, ces conditions ne peuvent être confirmées que par la détermination du dumping et du dommage imputable au nouvel alliage. Le simple fait qu'un produit présentant une modification mineure soit une alternative à un produit déjà assujéti à des droits antidumping ne suffit pas à prouver que le produit modifié est exporté au-dessous de la valeur normale ou nuit à la branche de production nationale fabriquant le produit modifié.

Question 4

**Il est dit dans la communication du Japon qu'"il existe toujours la possibilité de définir avec précision les produits visés de façon que l'enquête initiale englobe des produits comportant des modifications mineures". Faut-il en conclure que chaque modification possible doit être mentionnée et précisée, ou pourrait-on indiquer en termes généraux que des modifications mineures sont aussi visées?**

Réponse

L'application des droits antidumping est limitée au produit qui fait effectivement l'objet d'un dumping et qui cause un dommage à la branche de production nationale correspondante. Si un

produit comportant des modifications mineures existe au moment de l'enquête initiale, ce produit peut être englobé dans l'enquête initiale. Toutefois, si un produit présentant des modifications mineures n'était pas prévu comme pouvant faire l'objet d'un dumping ou n'existait pas au moment de l'enquête initiale, on présume qu'il s'agit d'un produit différent du produit assujéti aux droits antidumping et que la constatation du dumping et du dommage est absente.

#### Exemple des charnières

#### **Question 5**

**Si le producteur étranger admettait sans ambages que le transfert des opérations de montage dans un pays tiers avait pour seul but de tourner l'ordonnance et que par ailleurs ce transfert était désavantageux sur le plan commercial, y aurait-il davantage de raisons de considérer que les exportations de pièces de charnières étaient une manière de tourner l'ordonnance?**

#### Réponse

Non. L'intention n'est pas un facteur pris en compte pour décider d'imposer des droits antidumping ou non. Même si le producteur étranger en fait l'admission, comme le prévoit l'hypothèse des États-Unis, cela ne concerne pas la question de savoir si les charnières complètes assemblées dans le pays tiers sont exportées à un prix inférieur à la valeur normale. Le producteur du pays tiers est libre d'exporter les charnières à la valeur normale, que le transfert du lieu d'assemblage soit commercialement avantageux ou désavantageux pour le producteur. La valeur normale est établie en fonction d'une hiérarchie de critères et n'est pas la même pour tous les pays dans lesquels un fournisseur a une installation. Selon la théorie des États-Unis, même si le producteur du pays tiers exporte les charnières complètes à leur valeur normale ou au-dessus, les charnières seront assujetties aux droits antidumping.

#### Exemple du sel

#### **Question 6**

**S'il était démontré que les circuits de distribution, les clients et les utilisations de solution d'eau salée étaient les mêmes que pour le sel, serait-on davantage fondé à considérer qu'il y a contournement?**

#### Réponse

Non. Ces considérations n'apportent aucune preuve de l'existence soit du dumping soit du dommage. Supposons que la solution salée et le sel soient vendus par le biais des mêmes circuits de distribution, aux mêmes clients et pour les mêmes utilisations que le sel. S'il est constaté que le sel fait l'objet d'un dumping, devons-nous aussi supposer que le produit de remplacement, à savoir la solution salée, fait l'objet d'un dumping? À l'évidence, rien ne prouve que la solution salée est exportée à une valeur inférieure à la normale ou que la branche de production qui produit la solution salée subit un dommage. Même s'il pouvait arriver, dans certaines circonstances, que les deux produits fassent l'objet d'un dumping dommageable, ce ne sont pas les circuits de distribution, les clients ou les utilisations qui permettront de l'établir.

---